

Revue de presse du 1er au 15 janvier 2021

Afrique	2
Europe	2
Pays membres de l'Union européenne	2
Espagne	3
Grèce	4
Hongrie.....	4
Italie.....	4
Pays non-membres de l'Union européenne.....	5
Albanie	5
Bosnie-Herzégovine	6
Royaume-Uni	6

Afrique

- Le Courrier de l'Atlas, [L'Observatoire africain des migrations, « un évènement historique »](#), le 5 janvier.

Le 18 décembre dernier, l'Union africaine a officiellement créé l'Observatoire africain des migrations (OAM). Basé à Rabat au Maroc, « *il devra collecter, analyser et échanger des données à travers un « système interconnecté » associant les pays africains¹* ». L'OAM souhaite développer une approche contrebalançant les stéréotypes sur les migrations africaines tout en mettant en avant les bénéfices qu'elles pourraient apporter aux États du continent. En effet, 80% des exilé·e·s africain·e·s se déplacent vers d'autres États africains.

Europe

Pays membres de l'Union européenne

- Le Monde, [Migration : des États européens recourent de plus en plus à des détentions illégales](#), le 4 janvier.
- Infomigrants, [En Allemagne, Espagne, Grèce et Italie, de plus en plus de détentions illégales de migrants](#), le 6 janvier.

En décembre 2020, Migreurop a publié un rapport sur la détention administrative des exilé·e·s en Espagne, en Grèce, en Italie et en Allemagne en 2019². Cette publication a permis de mettre en lumière l'évolution des pratiques d'enfermement dans certains États dits de « première arrivée » (Espagne, Grèce, Italie), notamment dans des postes de police ou les zones frontalières, afin de procéder le plus rapidement possible à leur renvoi (expulsions ou refoulements). Le Pacte européen asile et migrations, présenté en septembre dernier, devrait institutionnaliser encore davantage ces pratiques attentatoires aux droits.

- Infomigrants, [Frontières de l'UE : les premiers garde-côtes européens armés déployés](#), le 5 janvier.
- EU Observer, [EU anti-fraud office launches probe into Frontex](#) [EN], le 11 janvier.
- Le Temps, [Frontex, cible d'une enquête après des accusations de refoulements](#), le 12 janvier.
- Infomigrants, [Refoulements illégaux de migrants en mer Égée : Frontex visée par une enquête](#), le 13 janvier.
- Ekathimerini.com, [Olaf raided EU border chief's office over migrant pushback claims](#), le 14 janvier.

En octobre dernier, l'agence européenne Frontex a été accusée d'avoir eu connaissance ou de s'être rendue complice de refoulements en mer Égée, depuis la Grèce vers la Turquie, en coopération avec les garde-frontières grecs. Selon le journal Der Spiegel qui a entre autres révélé l'affaire, les investigations menées « *montrent pour la première fois que les responsables de Frontex sont conscients des pratiques illégales des garde-frontières grecs et*

¹ Voir Le Point Afrique : [L'Observatoire africain des migrations sur orbite](#), le 20 décembre 2020.

² Voir le rapport : [Locked up and excluded – Informal and illegal detention in Spain, Greece, Italy and Germany](#) [EN], le 2 décembre 2020.

sont en partie impliqués dans les refoulements eux-mêmes ». En novembre dernier, une réunion ad hoc du Conseil d'administration de l'agence s'est tenue. À cette occasion, le directeur exécutif, Fabrice Leggeri, a proposé de renforcer l'équipe chargée de veiller au respect des droits fondamentaux. Pourtant à ce jour, le recrutement de 40 officiers chargés des droits fondamentaux est toujours en attente. Le directeur exécutif a aussi affirmé que ses agents sur le terrain seraient davantage sensibilisés au respect des droits. Parallèlement à cette réunion, la Commission européenne a demandé l'ouverture d'une enquête interne et l'agence européenne a formé un groupe de travail qui devra rendre ses conclusions les 20 et 21 janvier 2021. Le 1^{er} décembre 2020, Fabrice Leggeri a été auditionné par la commission LIBE du Parlement européen et a présenté l'agence européenne Frontex comme « *une sentinelle des droits fondamentaux*³ ». Plus récemment, en janvier 2021, une nouvelle enquête a été ouverte par l'office européen de lutte anti-fraude (Olaf) et une perquisition a eu lieu au siège de l'agence à Varsovie.

Ces diverses accusations quant aux pratiques de Frontex et à sa coopération avec certains États, soulèvent de nombreuses inquiétudes à l'aube du déploiement d'officiers armés aux frontières de l'UE. En effet, d'ici 2027, près de 10 000 garde-frontières européens devraient être opérationnels. Recrutés, formés et sous le commandement de Frontex, ils compléteront les effectifs jusqu'alors composés d'unités détachées par les États membres.

- Mediapart, [Sauvetages en Méditerranée : l' « Ocean Viking » reprend la mer](#), le 10 janvier.

Du 22 juillet au 21 décembre 2020, l'*Ocean Viking*, le navire de l'association SOS Méditerranée, a été immobilisé dans le port sicilien d'Empédocle. Le 11 janvier il a été autorisé à reprendre la mer et ses opérations de sauvetage. À la fin du mois de décembre dernier, un seul navire de secours privé était présent en Méditerranée pour porter assistance aux embarcations d'exilé·e·s tentant la traversée vers l'Europe.

Espagne

- El Dia, [Llevo ya 16 días encerrado aquí, sin ducharme, con muchísimo frío y goteras](#), le 13 janvier.

Le 13 janvier, 418 exilé·e·s étaient enfermés dans le camp de Barranco Seco sur l'île de Las Palmas dans l'archipel espagnol des Canaries. Abrités sous des tentes, trouées pour certaines, les exilé·e·s ont récemment été exposés à une tempête qui s'est abattue sur l'île. La nourriture manque et depuis le 29 décembre, les personnes n'ont pas eu accès à des douches ou à des infrastructures sanitaires de base. Personne n'est autorisé à entrer ou sortir. Les autorités espagnoles ont distribué des documents indiquant que personne ne restera à Barranco Seco plus de 72h. Néanmoins, certains exilé·e·s y sont enfermés depuis plus de deux semaines déjà.

³ Voir le communiqué Migreurop : [Frontex, 15ans d'impunité : L'agence hors-la-loi doit disparaître](#), le 8 décembre 2020.

Grèce

- Infomigrants, [Greece pushing to return 1,450 asylum seekers to Turkey](#) [EN], le 14 janvier.

Près de 1 450 exilé·e·s, présent·e·s dans différents *hotspots* des îles grecques de la mer Égée ont vu leur demande d’asile rejetée. Les autorités grecques exigent que ces personnes soient renvoyées vers la Turquie comme le prévoit l’accord informel conclu avec l’UE en 2016. Or, depuis mars 2020, du fait de la pandémie de coronavirus, la Turquie refuse que les personnes déboutées (en Grèce) rejoignent son territoire. La Grèce exige donc l’aide de l’UE et de l’agence européenne Frontex pour renvoyer ces personnes de l’autre côté de la frontière. Le 13 janvier, les notifications de rejet du bureau régional de l’asile à Lesbos – qui étaient suspendues depuis septembre dernier⁴ – ont repris. Ceci, alors que l’aide juridique gratuite du registre des avocats du service de l’asile n’est pas disponible pour contester la décision de rejet ou la mesure de renvoi, probablement en raison de la restructuration du ministère de la Migration et l’Asile⁵.

Hongrie

- Infomigrants, [Une ONG accuse la Hongrie de poursuivre ses expulsions illégales de migrants](#), le 13 janvier.

Le 17 décembre 2020, la Cour de justice de l’Union européenne a considéré que la Hongrie avait enfreint les normes européennes en refoulant des exilé·e·s vers la Serbie, sans qu’ils et elles puissent demander l’asile⁶. Pourtant, le 12 janvier 2021, l’ONG hongroise de défense des droits *Hungarian Helsinki committee* (HHC) a publié un communiqué dans lequel elle affirme que l’État hongrois continue de procéder à de tels refoulements. Le HHC accuse aussi l’agence européenne Frontex de « *fermer les yeux depuis plus de quatre ans sur les violations systémiques des droits humains déjà documentées aux frontières hongroises de l’espace Schengen* ». L’association appelle à ce que cessent les refoulements et la coopération entre l’État hongrois et Frontex.

Italie

- Europe infos, [La pression augmente sur l’Italie pour qu’elle abolisse les navires de quarantaine pour migrants](#), le 7 janvier.

Depuis mai 2020, les exilé·e·s nouvellement arrivé·e·s en Italie sont directement placé·e·s sur des ferries, au large de la Sicile. Ces navires devaient initialement permettre une quarantaine immédiate des primo-arrivant·e·s. Or, l’usage des ferries a été maintenu et généralisé alors même que la circulation du coronavirus a été limitée en Italie. Plusieurs tentatives de suicide ainsi que des cas de malnutrition et de déshydratation ont été recensés sur certains navires. En

⁴ En raison de la pandémie de coronavirus et de l’incendie du camp de Moria.

⁵ Voir le communiqué de HIAS Grèce disponible [ici](#).

⁶ Voir l’article de Libération : [Droit d’asile : la Cour de justice européenne condamne \(encore\) la Hongrie](#), le 17 décembre 2020.

décembre 2020, de nombreuses organisations de défense des droits ont envoyé une lettre au gouvernement italien réclamant la fin de ce système de détention offshore, qui n'est ni réglementé, ni contrôlé. Le 7 janvier, cinq ferries servaient toujours de lieux de quarantaine et près de 500 exilé·e·s s'y trouvaient. Selon la Croix-Rouge italienne « *environ 10 000 personnes sont passées par ce système à ce jour* ».

Pays non-membres de l'Union européenne

- Deutsche Welle, [Is Frontex involved in illegal “pushbacks” in the Balkans ?](#), le 8 janvier.

L'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières Frontex est accusée d'avoir participé à des refoulements dans la région des Balkans. En septembre 2020 un groupe d'exilé·e·s a été intercepté en Albanie par des officiers de Frontex, identifiables grâce à leurs brassards, et remis aux autorités locales. Ces dernières ont renvoyé les personnes vers la Grèce prouvant que des refoulements entre un pays non-européen et un membre de l'UE ont (également) lieu. Selon Hope Barker, qui coordonne le projet local d'aide aux exilé·e·s « *Wave Thessaloniki* » dans les Balkans, de nombreux refoulements ont lieu dans la région et « *[...] penser qu'ils [Frontex] ne savent pas ou ne sont pas du tout impliqués dans ces pratiques semble au-delà de toute croyance* ». Un porte-parole de Frontex a quant à lui affirmé qu'après une enquête interne, aucune preuve permettant de confirmer ces accusations n'a été établie. L'agence européenne est déployée dans les Balkans et notamment dans certains pays non-membres de l'Union européenne, comme l'Albanie⁷, afin selon ses termes « *d'aider à lutter contre la migration irrégulière, ainsi que la criminalité transfrontalière, y compris le trafic de migrants, la traite des êtres humains et le terrorisme, et d'identifier les risques et menaces possibles liés à la sécurité* ».

Albanie

- Infomigrants, [Une cinquantaine de migrants secourus en mer Adriatique et ramenés en Albanie](#), le 11 janvier.
- Le Courrier des Balkans, [55 réfugiés secourus en mer Adriatique et ramenés en Albanie](#), le 12 janvier.

Selon les autorités albanaises, le nombre d'exilé·e·s ayant traversé le pays pour tenter de rejoindre l'Union européenne aurait triplé en 2020 par rapport à 2019. Au début du mois de janvier 2021, 55 personnes d'origine syrienne ont tenté de traverser la mer Adriatique afin d'atteindre l'Italie. Les policiers albanais ont intercepté leur embarcation et les exilé·e·s ont été enfermé·e·s dans un centre de détention.

⁷ Des officiers de liaison Frontex sont notamment déployés en Albanie depuis 2019 (mais aussi en Turquie depuis 2016, au Niger et en Serbie depuis 2017, et au Sénégal depuis 2019).

Bosnie-Herzégovine

- Euronews, [Bosnie : des tentes installées dans le camp de migrants plus d'une semaine après son incendie](#), le 2 janvier.
- Le Monde, [L'UE dénonce les conditions « inacceptables » pour les migrants en Bosnie](#), le 3 janvier.
- France 24, [Bosnie-Herzégovine : après l'incendie du camp de Lipa, des migrants toujours sans abri en plein hiver](#), le 4 janvier.
- Infomigrants, [Bosnie : l'UE augmente de 3,5 millions son aide pour les migrants et appelle à la reconstruction du camp de Lipa](#), le 4 janvier.
- Libération, [En Bosnie-Herzégovine, l'enfer des migrants après l'incendie de leur camp](#), le 6 janvier.
- News24, [Migrants bosniaques : environ 850 personnes transférées dans des tentes chauffées dans des conditions glaciales dans le camp de Lipa](#), le 9 janvier.
- Mediapart, [La Bosnie-Herzégovine, cul-de-sac européen sur la route des exils](#), le 12 janvier.

Le camp de Lipa dans le canton d'Una-Sana en Bosnie-Herzégovine, devait être une solution temporaire face aux mouvements migratoires dans les Balkans. Environ 1 400 hommes y (sur)vivaient, dans des tentes non-adaptées à l'hiver, privés d'eau courante et d'électricité. Le 23 décembre dernier, le camp a été détruit par un incendie. Les exilés présents ont alors été forcés de rester dans le camp en ruines, dormant dans les infrastructures ayant résisté au feu. Pour faire face à la situation, le Conseil des ministres bosnien a autorisé la réouverture de deux centres d'hébergement fermés en octobre dernier⁸ pour y transférer les exilé·e·s de Lipa, mais la contestation d'une partie de la population locale et des responsables politiques du canton a fait avorter ce projet. Le 2 janvier 2021, une trentaine de nouvelles tentes a été installée par l'armée bosnienne. Mais celles-ci n'étaient pas davantage adaptées à l'hiver et ne disposaient pas non plus d'un raccordement à l'eau courante et à l'électricité. Des ambassadeurs de l'UE ont rencontré le ministre bosnien de la Sécurité, Selmo Cikotic, pour qu'il agisse en faveur des exilés de Lipa. Parallèlement, après avoir dénoncé les conditions de vies « inacceptables » des personnes, la Commission européenne a annoncé le versement de 3,5 millions € supplémentaires « d'aide humanitaire » au pays pour répondre à l'urgence. Il y a quelques jours, des chauffages ont été placés dans les tentes. Selmo Cikotic a annoncé que le camp de Lipa allait être reconstruit, mais que cela prendrait plusieurs mois. En attendant la fin des travaux les exilés doivent toujours (sur)vivre à Lipa où, malgré quelques améliorations, les conditions de vies restent inhumaines.

Royaume-Uni

- The Guardian, [Asylum seekers on hunger strike over conditions at Kent barracks site](#) [EN], le 12 janvier.
- Infomigrants, [Royaume-Uni : des centaines de migrants entassés dans un centre d'accueil sordide entament une grève de la faim](#), le 14 janvier.

L'ancienne caserne militaire de Napier sert aujourd'hui de lieu de détention dans le Kent, au sud-est de l'Angleterre. Près de 400 exilé·e·s y (sur)vivent dans des conditions extrêmement

⁸ Voir la revue de presse Migreurop du 1^{er} au 15 octobre, disponible [ici](#).

difficiles. Les infrastructures sanitaires sont insuffisantes et les bâtiments ne sont pas adaptés pour l'accueil de ces personnes. En pleine pandémie de coronavirus, certaines chambres sont occupées par au moins 16 exilé·e·s, ne permettant pas de se protéger contre d'éventuelles contaminations. La semaine dernière, au moins deux tentatives de suicide ont été recensées. Pour protester contre leurs conditions de vie, 350 personnes ont entamé une grève de la faim. Parallèlement, les associations locales de défense des droits réclament la fermeture du site.